

Canton des Grisons

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Annuaire de l'instruction publique en Suisse**

Band (Jahr): **2 (1911)**

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-109116>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

18. Canton des Grisons.

Le *Département de l'instruction publique* est chargé de la direction générale de tous les établissements d'instruction publique. A cet effet, il lui est adjoint une Commission d'éducation de deux membres, nommés par le Grand Conseil pour trois ans.

Ecole primaire.

Dans le but de faciliter la direction et la surveillance de l'école populaire, le canton est divisé en sept *arrondissements scolaires*, ayant chacun à sa tête un inspecteur nommé par le Conseil d'Etat. Les inspecteurs visitent les écoles aussi souvent que cela leur paraît nécessaire ou qu'ils en sont chargés spécialement par le Conseil d'Etat. L'inspection principale, qui se fait vers la fin de l'année scolaire, doit être annoncée d'avance aux commissions scolaires; les autres inspections peuvent se faire sans avoir été annoncées, afin que les inspecteurs puissent observer les écoles sous leur aspect de tous les jours. Les inspecteurs sont tenus d'adresser un rapport annuel au Département de l'instruction publique. Ils reçoivent une indemnité journalière de fr. 15 plus une indemnité de déplacement et fr. 3 par rapport d'inspection.

La direction immédiate des écoles est confiée aux *commissions scolaires communales*, qui comptent au moins trois membres. Elles sont tenues de visiter les écoles, en corps, au moins trois fois dans le courant du semestre d'hiver; elles en font en outre contrôler l'état et la marche en y déléguant aussi souvent que possible un ou plusieurs de leurs membres. Les commissions scolaires locales sont encore chargées de l'administration du fonds des écoles.

Travaux à l'aiguille. Dans quelques communes, l'enseignement des travaux à l'aiguille est surveillé par une commission de dames. La surveillance des écoles de couture est également confiée aux inspecteurs d'arrondissement. Ceux-ci doivent encore s'intéresser aux conférences du corps enseignant et en tenir au moins deux par hiver avec les maîtres de leur district.

Ecole complémentaire obligatoire et facultative.

Les commissions scolaires communales sont chargées de la direction et de la surveillance immédiates des écoles *complémentaires obligatoires et facultatives des garçons* (au minimum 4 heures et demie de leçons par semaine); le choix des maîtres et la gérance des fonds scolaires leur incombent également. La surveillance générale est exercée par le Conseil d'Etat, qui en charge sept inspecteurs. Ceux-ci sont indemnisés comme les inspecteurs d'arrondissement.

Les mêmes dispositions légales s'appliquent aux *écoles complémentaires facultatives des jeunes filles*, qui font suite immédiatement

à l'enseignement des travaux à l'aiguille à l'école primaire. Elles peuvent aussi donner un enseignement ménager et des cours de cuisine.

Le canton des Grisons ne possède pas d'inspecteur de l'enseignement professionnel et ménager et se contente de la surveillance des inspecteurs fédéraux.

Ecoles secondaires du degré inférieur.

Les écoles secondaires forment le degré supérieur de l'école primaire ; elles sont placées sous le contrôle immédiat d'une *commission scolaire secondaire*, composée d'au moins cinq membres. Si plusieurs communes se réunissent pour fonder en commun une école secondaire, chacune d'elles doit être représentée dans la commission. Celle-ci gère le fonds scolaire, nomme les maîtres et établit les comptes annuels, qu'elle soumet à la commune scolaire. La haute surveillance des écoles secondaires est confiée au Conseil d'Etat, qui doit approuver les règlements concernant l'organisation et l'administration des écoles, ainsi que les manuels employés. S'appliquent en outre aux écoles secondaires toutes les dispositions légales relatives aux écoles publiques. Les inspecteurs d'arrondissement sont chargés d'inspecter les écoles secondaires.

Ecole secondaire supérieure : Ecole cantonale, à Coire.

Les autorités préposées au contrôle de l'Ecole cantonale sont le Grand Conseil, le Conseil d'Etat, la Commission d'éducation et le Département de l'instruction publique. La Commission d'éducation est tout spécialement chargée de la surveillance. Pour les examens, elle s'adjoit deux experts qui reçoivent, outre l'indemnité de voyage, une indemnité journalière de fr. 10. Elle s'adjoit encore un spécialiste comme expert pour les examens de la section technique et un autre pour ceux de la section commerciale.

La direction immédiate de l'Ecole cantonale est entre les mains de la *commission directoriale*, composée du recteur, du vice-recteur et du directeur de l'Ecole normale ou section pédagogique.

Le *recteur* est nommé par le Conseil d'Etat pour trois ans. Dans la règle il n'est rééligible qu'une seule fois. Il assiste, avec voix consultative, à toutes les séances de la Commission d'éducation dans lesquelles sont traitées des questions intéressant l'Ecole cantonale. Il est tenu de donner au maximum seize heures de leçons par semaine. Son traitement comme recteur est de fr. 800.

Le *vice-recteur*, nommé par la même autorité et aux mêmes conditions que le recteur, reçoit un traitement annuel de fr. 300. Il est tenu de donner au maximum vingt heures de leçons par semaine.

Le *directeur de l'Ecole normale* assiste, avec voix consultative, à toutes les séances de la Commission d'éducation dans lesquelles elle traite une question intéressant l'Ecole normale. Il est tenu de

donner au maximum dix-huit heures de leçons par semaine et reçoit un traitement supplémentaire de fr. 500.

La *conférence des maîtres* discute les questions intéressant la marche et le développement de l'École cantonale et fournit des préavis.

L'internat qui y est annexé est exploité en régie et dirigé par un couple dont l'administration est placée sous le contrôle du recteur, de la Commission d'éducation et du Conseil d'Etat.

L'*École d'agriculture, au Plantahof*, est placée sous la surveillance du Département de l'intérieur.

Les *écoles primaires particulières* sont placées sous la surveillance du Conseil d'Etat et de la commission scolaire locale. Une fois par an, l'inspecteur scolaire y procède à un examen des élèves.

19. Canton d'Argovie.

La haute surveillance et la direction générale de tous les établissements d'instruction publique sont exercées par la *Direction de l'instruction publique*, à laquelle est adjoint un *Conseil d'éducation*, composé de six membres, nommé pour quatre ans par le Conseil d'Etat. Le directeur de l'instruction publique est d'office président du Conseil d'éducation. Dans les attributions de ce dernier sont la nomination des membres des commissions scolaires de district et celle des inspecteurs scolaires communaux.

Les *commissions scolaires de district* comptent sept membres nommés pour quatre ans. Elles nomment elles-mêmes dans leur sein le président et le secrétaire. Pour la surveillance des écoles communales, le Conseil d'éducation nomme pour chaque district le nombre nécessaire d'*inspecteurs*, dans le sein des commissions scolaires de district. Leurs indemnités sont fixées chaque année par la voie du budget. Les inspecteurs visitent les écoles de leur cercle au moins deux fois par semestre à l'occasion des examens ; en outre chaque fois que le besoin s'en fait sentir ou qu'ils en sont chargés spécialement par la commission scolaire. L'inspection d'une école comprenant tous les degrés doit durer au minimum deux heures, celle d'une section au moins une heure. Les commissions scolaires de district adressent un rapport annuel à la Direction de l'instruction publique. Les inspecteurs des écoles communales se réunissent chaque année au mois de juin en une conférence qui est présidée par le Directeur de l'instruction publique et à laquelle assiste également le directeur de l'École normale, dans le but de discuter des questions scolaires d'ordre général et de procéder à un échange de vues au sujet de leurs observations.

Il y a actuellement vingt-six inspecteurs primaires ; leur indemnité est fixée à fr. 25 par école.